

CATHERINE BROS

Maître de Conférences

Université Paris-Est-Marne-La-Vallée
5 Boulevard Descartes
77454 Marne-La-Vallée Cedex 2
catherine.bros-bobin@u-pem.fr

Née le 25 novembre 1977
Nationalité française

Thèmes de recherche

Microéconomie	Identité et fragmentation sociales, capital social, modèles intra-ménage.
Économie Publique	Action collective, biens publics, décentralisation.
Économie du développement	Inde, développement local, éducation et autonomie des femmes.

Postes actuels

Maître de Conférences	Université Gustave Eiffel (UGE), Laboratoire ERUDITE (ex- Université Paris-Est Marne-La-Vallée).	Depuis 2011
Chercheur Associé	Institut de Recherche pour le Développement – DIAL.	Depuis 2015

Responsabilités scientifiques et pédagogiques actuelles

Conseil de laboratoire	Membre élu du Conseil de l'ERUDITE.	Depuis 2013
Conseil d'UFR	Membre élu de l'UFR de Sciences Economiques et Gestion.	Depuis 2018
Direction de diplôme	Co-directrice du master M1 International Economic Studies et M2 Development Economics and International Project Management (DEIPM), co-accrédités avec l'UPEC Responsable de la mention économie internationale à UGE.	Depuis 2013
Éditeur	Studies in Microeconomics, SAGE, publication à comité de lecture d'études empiriques et théoriques en micro-économie (rang C, ABDC ranking).	Depuis 2018
Guest Editor	Studies in Microeconomics Special Issue June 2020 à l'occasion de la conférence organisée par l'Association of Indian Economic and Financial Studies (AIEFS).	Juin 2020
Partenariat International	Mise en place et gestion d'un accord d'échange avec IMI Kolkatta.	Depuis 2017

Prix et distinction académiques

2019-2023	Titulaire de la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR)
2011	Prix de thèse honorifique Richelieu de la chancellerie des Universités de Paris

Formation universitaire

2018	Habilitation à diriger les recherches en sciences économiques (HDR) Université Paris-Est Titre « <i>Essays on Social Norms, Capabilities and Local Development in India</i> » Rapporteurs : Sylvie Démurger (CNRS, GATE), Philippe de Vreyer (Paris Dauphine, DIAL) et Sanjay Jain (University of Oxford); Examineurs : Flore Gubert (IRD, DIAL) et Christophe Guilmoto (IRD, CEPED); Coordinatrice : Mélika Ben Salem (Paris-Est, ERUDITE).
------	--

Formation universitaire (suite)

2010	<p>Doctorat en sciences économiques Université Paris 1 Panthéon Sorbonne <i>Titre « Castes in India: Implications of Social Identity in Economics »</i> Rapporteurs : Samuel Bowles (Santa Fé Institute) et Ashwini Deshpande (Delhi School of Economics); Président : François Gardes (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne); Examineur : Basudeb Chaudhuri (CSH Delhi); Directeur : Jean-Claude Berthélémy (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne).</p>
2005-2006	<p>Master Recherche Economie Internationale et du Développement, avec mention Université Paris 1, Panthéon Sorbonne.</p>
2002-2005	<p>Chartered Financial Analyst (CFA) Certificat international d'analyse financière et d'investissement. Son obtention nécessite trois examens annuels et une expérience professionnelle de 5 ans dans la finance.</p>
1996-2000	<p>Ecole Supérieure de Commerce de Paris, ESCP Europe Majeure Finance.</p>
1995-1996	<p>Classe préparatoire aux grandes écoles de commerce Lycée Montaigne (Paris VI).</p>
1995	<p>Baccalauréat Littéraire, option mathématiques, obtenu avec mention.</p>

Expériences professionnelles

2019	<p>Coordinateur Rapport sur la formation professionnelle et la sur-qualification dans les états de l'Union Indienne. Rapport commandé par Ministry of Human Resources, Government of India et réalisé en collaboration avec IMI Kolkatta.</p>
2017-2019	<p>Project leader Projet Discaste en collaboration avec l'Université de Lyon, GATE et le CSH de Delhi. Mise en place d'un lab-in-the field dans le district de Bulandshahr, Uttar Pradesh, Inde.</p>
2012-2015	<p>Chercheur Associé Indian Institute of Dalit Studies, Delhi.</p>
2009-2012	<p>Chercheur associé Centre de Sciences Humaines (CSH), Delhi, Inde.</p>
2010-2011	<p>Attaché temporaire d'enseignement et de recherche Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris.</p>
2009-2011	<p>Allocataire de recherche Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.</p>
2005-2006	<p>Analyste Financier, Recherche sur actions, Agent de Change Oddo Securities, Paris.</p>
2001-2005	<p>Analyste Financier, secteur télécoms-média, Capital Développement Caisse de Dépôt et Placement du Québec, Paris.</p>
2000-2001	<p>Analyste Financier, secteur nouvelles technologies, Capital Risque Venturepark, Paris.</p>
1998-1999	<p>Analyste financier, Banque d'affaires William Blair International, Chicago et Londres .</p>

Publications et travaux en cours (présentation analytique en annexe)

Publications dans des revues à comité de lecture

- 2019 “Land Tenure Insecurity as Investment Incentive: The Case of Migrant Cocoa Farmers and Settlers in Ivory Coast” avec Alain Desdoigts (Univ. Paris 1 IEDES) et Hugues Kouadio (ENSEA Abidjan). *Journal of African Economies*, Vol. 28 (2), pp:147-175
- 2015 “Untouchability, Homicides and Water Access”, avec M. Couttenier (Univ. Lausanne), *Journal of Comparative Economics*, Vol. 43 (3), pp: 549-555
- 2014 “The Burden of Caste on Social Identity in India”, *Journal of Development Studies*, Vol. 50 (10), pp: 1411-1429
- 2013 “Confidence in Public Bodies and Electoral Participation in India”, avec V.K. Borooah (Univ. Ulster), *European Journal of Development Research*, Vol. 25, pp: 555-583
- 2010 « Impact de la fragmentation sociale sur la production de biens publics : polarisation et patronage en Uttar Pradesh et au Bihar », *Revue d'Economie du Développement*, Vol. 24 (3), pp: 49-78

Contribution à ouvrage

- A paraître “Can vocational education be a better substitute of general education in selected segments of Indian labour market? A regional perspective of skill-mismatch”, avec Sahana Roy Chowdhury (IMI-Kolkatta) et Sayoree Gooptu (Jadavpur University) in *India Higher Education Report 2020*, Centre for Policy Research in Higher Education, Ministry of Human Resource Development, Govt of India
- A paraître “Riding the Wave or Going Under? The Covid-19 and Trust in Governments”, in *Corona Pandemic, India and the World*, Eds. Bhattacharyya, Ghosh Dastida, and Sikdar, Routledge

Travaux en cours

- “Female Labor, Status and Decision Power”, avec Véronique Gille (DIAL-IRD) et François Maniquet (Univ. Catho. de Louvain, CORE), soumis
- “Access to Microfinance and the Economic Ladder: Empirical Evidence from Pakistan”, avec Fozan Fareed (UPEC-ERUDITE) et Julie Lochard (UPEC-ERUDITE), soumis
- “Schooling Decision and Social Distance: evidence from India” avec Arnaud Wolff (Univ. de Strasbourg – BETA)
- “Stereotype Threat, Caste and Social Trust- evidence from lab-in-the-field” avec Chloé Leclère (Univ. de Lyon, GATE).
- “Son Preference and Female Labor Market Participation” avec Ashwini Deshpande (Ashoka University)
- “Hukou reform and perceived discrimination in China” avec Julie Lochard (UPEC-ERUDITE) et Yang Yang (Université Gustave Eiffel-ERUDITE)
- “Corona Pandemic and the channels of rallying around the flag”

Travaux de vulgarisation et interventions dans les media

- 2021 **Radio France Internationale**, Décryptage, « Inde : jusqu'où ira la colère des agriculteurs ? »
- 2020 **The Conversation** – « Inde: vers un cauchemar démographique ? » février 2020 « Violences anti-musulmans en Inde : quelle responsabilité pour le gouvernement Modi ? » mars 2020, **RT France** – invitée en tant qu'experte sur les violences inter-communautaires en Inde
- 2019 **Journées de l'économie** – discussion à la table ronde « Où en est le modèle de développement indien », **Radio France**, **France Culture** – *La bibliothèque idéale de l'éco* – Présentation de « Ethique et Economie » d'A. Sen, **Pour l'éco** – « La pensée économique de la pauvreté est-elle bouleversée par E. Duflo », **France 24** « Les Indiennes, plus nombreuses au Parlement, mais encore très minoritaires »
- 2018 **Cnews** « Quand Macron Courtise l'Inde », et « Macron mise sur l'Inde ». Interview à l'occasion de la visite du Président Macron en Inde
- 2017 **France 24**, **Focus** « Inde : un plan pour moderniser le dangereux réseau ferroviaire/ India's ambitious plan to get its rail network back on track » – interview de 5mn dans l'émission en français et en anglais

Encadrement Doctoral

Direction de thèse

- 2019-... Yang Yang, ERUDITE; “Chinese Hukou System and Human Capital”, thèse co-encadrée avec JulieLochard
- 2017- 2020 Neha Bhardwaj-Upadhayay, ERUDITE; “Uncovering the Proliferation of Contingent Protection Through Channels of Retaliation, Gender and Development Assistance”, thèse co-encadrée avec Julie Lochard
- 2016-2020 Fozan Fareed, ERUDITE; “Financial Inclusion: An Empirical Assessment at the Microeconomic Level”, thèse co-encadrée avec Julie Lochard

Jury de thèse

- 2019 *Examineur de la thèse* de Sarah Morcillo «Corruption et développement : une analyse microéconomique» sous la direction de E. Lavallée, PSL-Université Paris Dauphine et R. Ben Ayed Mouelhi, U. de la Manouba
- 2018 *Examineur de la thèse* de Paola Villar «Essais en économie de la famille au Sénégal» sous la direction de S. Lambert, PSL-EHESS
- 2018 *Président du jury de la thèse* de Ali Souag «Economie informelle et les politiques d’emploi en Algérie : quel impact?» sous la direction de P. Adair, Université Paris Est Créteil
- 2013 *Examineur de la thèse* de Véronique Gille «Do others matter? An empirical analysis of the interaction of social and human capital in India» sous la direction de J-C. Berthélémy, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Comités de thèse

- 2020 Participation au *comité de thèse* de Mary DiSantolo « Les politiques de discrimination positive améliorent-elles les conditions de travail de ses bénéficiaires en Inde » en préparation à Paris Dauphine, PSL, Leda.
- 2018 Participation au *comité de thèse* de Sara Tafuro “Son Preference and Family Solidarity: new perspectives” en préparation au Ceped-EHESS
- 2014 Participation au *comité de thèse* de Chloé Leclère “Individual or Structural Determinants of Households Behavior in Developing Countries. The Case of Domestic Rural Sanitation in India” en préparation à l’Ecole Normale Supérieure de Lyon – GATE

Contrats et réseaux de recherche

Dépôts de projets

- 2020 *Scheme for Promotion of Academic and Research Collaboration, Government of India* Public Private Partnership in School Education: Analysing social efficiency of PPP models in India and Bangladesh. Partenaires: Shiv Nadar University, University of Kent, IMI-Kolkatta 7,7M ₹
- 2016 *Independent Social Research Foundation: Political reservations at the local level and the quality of local governance.* Monk Prayogshala Mumbai, University of Ulster and Indian Institute of Dalit Studies. Montant demandé: 5 000€
- 2011 *Indian-European Research Networking Programme in Social Sciences: Social capital, discrimination and implications for growth and social change in India*
Partenaires: Indian Institute of Dalit Studies, University of Madras, Centre de Sciences Humaines de Delhi, University of Ulster, Université Paris 1 CES, UPEM-ERUDITE.
Montant demandé: 470 000€

Dépôts d’ANR

- 2015 Porteur de projet DISCASTE : Discrimination, Stigma and Aspirations: an Experiment in the Context of Indian Castes; Partenaire: Delhi School of Economics, UPEM-ERUDITE –
montant demandé: 38 000€

Contrats et réseaux de recherche (suite)

- 2014 Porteur du projet RAJASOC : Réseaux sociaux, changements comportementaux et gestion de l'eau dans l'état indien du Rajasthan; Partenaires: Universitat Autònoma de Barcelona; Indian Institute of Technology Jodhpur; Jadavpur University; Université Paris 1 IEDES; Louisiana State University, National Science Foundation, Université Grenoble 2 Jean Monnet; University, Saint-Etienne - GATE; Université Rennes 1 -CREM; UPEM-ERUDITE. Montant demandé: 540 000€
- 2012 Contribution au projet INDINEQ: Inequalities in India: Measurement and depiction, social capital and collective action, mass consumption and economic growth. Partenaires: Centre de Sciences Humaines de Delhi; UPEM-ERUDITE. Montant demandé: 129 000€

Bonus Qualité Recherche

- 2017-2018 Super BQR: financement octroyé par l'UPEM - Porteur du projet DISCASTE - financement en vue de la réalisation d'un « lab in the field » en Inde sur les implications de l'identité de caste. Montant obtenu: 10 000€
- 2012-2013 Super BQR: financement octroyé par l'UPEM - Porteur du projet Inégalités en Inde - i) gestion de la terre et capital social en zone rurale, ii) Classe moyenne, consommation de masse et industrialisation. Ce financement visait à la mise en place de partenariats avec des institutions indiennes et à la préparation du projet ANR Rajasoc. Montant obtenu: 15 000€.
- 2012 BQR finançant un séjour de recherche et des achats de données. Montant obtenu: 4 600€

Conférences et Séminaires

- 2020 Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO) - *Female Labor, Status and Decision Power*
- 2019 Midwest International Economic Development Conference, University of Madison Wisconsin - *Female Labor, Status and Decision Power*
- 2019 Université de Strasbourg - BETA: *Effet du contexte sur l'identité sociale: une expérience de terrain sur les castes en Inde*
- 2019 Université Clermont Auvergne - CERDI *Effet du contexte sur l'identité sociale: une expérience de terrain sur les castes en Inde*
- 2018 Université de Lyon- GATE - *Présentation du protocole d'expérimentation projet DISCASTE*
- 2017 Université Paris Dauphine - DIAL- *Présentation du protocole d'expérimentation projet DISCASTE*
- 2016 Université Paris 1 Panthéon Sorbonne - CES - *Women's autonomy in India*
- 2016 Italian Center for Intl Development -IFAD Workshop on International Development - *Land Tenure Insecurity as Investment Incentive: The Case of Migrant Cocoa Farmers and Settlers in Ivory Coast*
- 2014 European Public Choice Society, University of Cambridge - *Confidence in Public Bodies and Electoral Participation in India*
- 2014 Université Paris Est Créteil - ERUDITE - *Untouchability and Public Infrastructure*
- 2014 Université Paris Dauphine - DIAL - *The Burden of Castes on Social Identity in India*
- 2013 Workshop on Socio-Economic Network System, IIT Jodhpur - *Untouchability and Public Infrastructure*
- 2013 OCDE Development Center Workshop - *Castes and Discrimination*
- 2012 Rennes Condorcet Workshop in Public Economics - *Confidence in Public Bodies and Electoral Participation in India*
- 2012 Workshop on "Towards Non-discriminatory Inclusive Growth" Indian Institute of Dalit Studies, conférencier invité
- 2011 Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud - EHESS - *Untouchability and Public Infrastructure*
- 2011 University of Ulster - *Untouchability and Public Infrastructure*

Enseignements depuis 2011

Master	Applied Econometrics (en anglais)	Université Paris Est
	Local Development Policies (en anglais)	Université Paris Est
	Development Microeconomics (en anglais)	Université Paris Est
	Master Thesis Supervision (en anglais)	Université Paris Est/ Paris 1
	Equity, Poverty and Development (en anglais)	Univ. Paris 1 Panthéon Sorbonne
	Justice Sociale et Développement Local	Univ. Paris 1 Panthéon Sorbonne
Formation continue	Séminaire – les castes en Inde	Univ. Paris 1 Panthéon Sorbonne
	Développements récents en microéconomie du développement	ENSEA- Abidjan
Licence 3	Introduction à l'économétrie	Université Paris Est
	Economie du développement: micro et macro	Université Paris Est
	Economie Publique	Université Paris Est
	Analyse et suivi de la pratique professionnelle	Université Paris Est
Licence 2	Problèmes économiques contemporains	Université Paris Est
Licence 1	Introduction aux théories économiques	Université Paris Est

Services administratifs

Rapporteurs pour revues à comité de lecture: European Journal of Political Economy, World Development, Revue d'Economie Politique, Review of Development Economics, British Journal of Political Science, Tiers Monde.

Divers: organisation des journées doctorales du développement à l'UPEM en décembre 2019. Participations à comités de sélection aux postes de MCF (Univ. Paris 1, Université Paris Sud Orsay, UPEC, UPEM)

Présentation analytique des travaux

Mes travaux s'inscrivent majoritairement dans trois champs disciplinaires : l'économie du développement, l'économie politique ainsi que l'économie comportementale tout en se consacrant à la question de l'identité sociale. J'ai utilisé, afin d'appréhender la notion d'identité sociale, le contexte indien qui procure une grille de lecture riche de cette dernière, grâce aux identités de caste, religieuses et de genre. Ainsi bien que la vaste majorité de mes recherches portent sur l'Inde, les résultats obtenus permettent d'alimenter des débats plus vastes. Néanmoins, cette expertise sur l'Inde, rare dans le milieu académique français, m'a valu d'être fréquemment sollicitée par mes collègues, que ce soit pour des comités de suivi ou des jurys de thèse, ou par les médias. Je ne perds cependant pas de vue mon ambition scientifique : comprendre les interactions entre l'identité et les normes sociales d'une part et les comportements économiques d'autre part, tels que l'action collective dont dépend la production de biens publics ou encore la confiance sociale, la performance et l'offre de travail.

Action collective et biens publics

Dans mon travail doctoral, j'ai étudié la relation entre l'identité de caste et des questions de développement économique, tels que l'accès et la production de biens publics. J'ai dans un premier temps étudié de manière théorique la relation entre ségrégation sociale et coopération puis, de manière empirique, l'effet de l'hétérogénéité sociale dans la production de biens publics. J'ai, par la suite, approfondi cette question. Dans un article publié dans la Revue d'économie du développement (Bros, 2010) je remets en question le lien négatif établi par la littérature entre fragmentation sociale et production de biens publics. En effet, dans la littérature, l'existence et la nature de ce lien s'appuient, entre autres, sur l'absence d'interactions entre les groupes qui entrave la sanction des comportements déviants et donc sape l'action collective pour, in fine, limiter la production de biens publics. Or, non seulement toute fragmentation sociale n'implique pas une absence d'interaction, mais l'analyse empirique que je mène de la fourniture de biens publics et de leur accès dans le cas de deux états de l'Inde, montre que cette relation peut, en réalité, être positive, si l'accès à ces biens publics est défini par l'appartenance à un groupe, en d'autres termes si ces biens publics sont transformés en biens de club. Cet argument a par la suite été repris par d'autres auteurs qui abondent dans ce sens dans d'autres contextes, comme le Yémen, par exemple et a donc permis d'ouvrir une discussion sur cette question.

Le fait qu'une identité puisse exclure des individus de la consommation de biens publics, les transformant par là même en biens de club, est davantage documenté dans l'article publié au Journal of Comparative Economics (Bros et Couttenier 2015). Dans cet article, nous mettons en avant, sur la base de données agrégées en coupe transversale et en panel, une corrélation entre le nombre de crimes contre les basses castes et l'accès à l'eau. Le système des castes en Inde, proscrit le partage de la source d'eau, ou la conditionne à des règles strictes. Or, nos résultats montrent que plus les sources sont partagées, plus grande est la proportion de crimes contre les basses castes, ces derniers étant une manière de faire appliquer une norme de séparation et de domination entre les castes. Ces résultats sont conformes aux faits divers qui relatent fréquemment les molestations de membres de basses castes, pour avoir supposément utilisé les sources des hautes castes ou la source commune de manière inappropriée.

Ces deux travaux soulignent à quel point les normes sociales et les institutions informelles peuvent venir conditionner l'utilisation de ressources communes. Ce sujet est également abordé au travers de l'étude de l'accès à la terre en Côte d'Ivoire. L'article publié au Journal of African Economies (Bros et al., 2019) s'inscrit dans la littérature qui vise à mettre en avant le rôle des institutions coutumières dans la gestion de la terre en Côte d'Ivoire. L'absence de droits formels a souvent été pointée du doigt pour expliquer le faible investissement agricole en Afrique Sub-Saharienne. Néanmoins, une littérature récente montre que les droits coutumiers procurent une sécurité foncière suffisante pour l'investissement. Dans cet article, sur la base de données originales collectées par les auteurs, nous montrons que les règles coutumières, qui veulent que la terre soit reprise si elle est mal exploitée, permettent de stimuler l'investissement. Ainsi, les institutions coutumières semblent à même, dans ce cas, de gérer les identités plurielles et hiérarchisées.

J'approfondis davantage l'étude de la relation entre normes sociale et accès aux biens publics dans le travail que je mène actuellement avec Arnaud Wolff sur l'accès à l'éducation privée en Inde.

La littérature sur l'expansion de l'éducation privée dans les pays en développement et particulièrement en Inde, tend à mettre l'accent d'une part sur la réponse que constitue l'éducation privée à un système public défaillant et d'autre part à étudier principalement les caractéristiques individuelles qui déterminent le recours à l'enseignement privé. Or, nous tentons de mettre en avant le fait que les caractéristiques des communautés déterminent également, en premier lieu la localisation des écoles privées, et deuxièmement le recours à l'instruction privée. Nous montrons que les écoles privées tendent à ouvrir de préférence dans les villages où la distance sociale entre les différentes castes diminue. Après avoir contrôlé pour la localisation des écoles privées, nous montrons que les groupes dominants ont tendance à privilégier l'école privée, dans les villages où la distance sociale entre les groupes sociaux est la plus grande. Ce phénomène connu sous le nom de «white flight» aux États-Unis est également à l'œuvre dans des pays en développement qui connaissent un essor rapide comme l'Inde. Nous envisageons de compléter ces résultats obtenus à partir de données en coupe, par une analyse en panel et un modèle théorique.

Ce travail permet de poursuivre mes recherches sur le lien entre normes sociales et biens publics. Après avoir montré comment les normes sociales peuvent induire une exclusion des biens publics, je tente d'observer au travers de l'exemple de l'éducation, comment les groupes dominants réagissent face à des biens publics inclusifs, comme l'école publique en Inde.

Identité sociale, croyances et comportements

Confiance et positionnement sociaux

A partir de la question de l'identité sociale, j'ai développé un second axe de recherche qui vise à étudier l'influence de l'identité sur la perception de soi, la confiance sociale et les comportements.

Dans un article publié au *Journal of Development Studies* (Bros 2014), j'évalue le poids de la caste dans la réponse à la question suivante: «à laquelle de ces cinq classes sociales pensez-vous appartenir». Contrairement, à une idée reçue selon laquelle la caste n'est plus aussi prégnante dans les relations sociales, les résultats montrent qu'elle reste un déterminant majeur dans la perception de la position sociale, y compris après avoir contrôlé pour la profession, le revenu et le niveau d'éducation. Les estimations montrent également que seules des améliorations considérables dans ces trois dernières variables, comme l'obtention d'un diplôme de troisième cycle ou un revenu parmi les 10% les plus élevés, permet de neutraliser l'appartenance à une basse caste dans le positionnement social perçu.

Ce travail s'appuie néanmoins sur des données secondaires, le *World Values Survey*, ce qui limite la portée des conclusions tirées. A titre d'exemple, si la question de la caste a été posée avant celle de la classe, le rappel de l'identité de caste, ce que les psychologues appellent un effet de «priming», peut avoir influencé les réponses. De plus, ces réponses ont été données lors d'entretiens en face à face. Or, les réponses à ces questions auraient peut-être été différentes si les déclarations avaient été publiques. Afin de répondre à ces questions, j'ai organisé avec Chloé Leclère en 2018 un lab-in-the-field dans une zone rurale de l'Uttar Pradesh. Après avoir collecté des informations de base sur les individus et leurs familles, nous avons demandé à des adultes alphabétisés de nous rejoindre en fin de semaine afin de répondre à un questionnaire. Ce dernier comporte un certain nombre de questions ayant trait à la perception du positionnement social, mais également des questions de capital et de confiance sociales. Les sujets étaient auparavant alloués de manière aléatoire entre trois groupes: un dans lequel le questionnaire ne faisait jamais référence à la caste de l'individu, un dans lequel les trois premières questions portaient sur l'appartenance de caste, et enfin un groupe dans lequel l'appartenance de caste était une connaissance commune de tous les participants. La littérature sur la menace du stéréotype a clairement établi que le priming avait tendance à altérer les comportements ou les performances dans le sens du stéréotype attaché au groupe. Nous nous attendons donc à ce que l'insistance sur la caste abaisse la confiance sociale et affecte le positionnement social perçu. Nos résultats préliminaires montrent que le priming de caste a bien fonctionné mais a peu affecté la perception que le sujet a de lui-même, tandis que la confiance sociale était altérée par le rappel de la caste. Néanmoins, ces résultats sont sujets à caution dans la mesure où les données d'enquête ne sont pas encore intégralement encodées.

Identité sociale et rapport aux institutions

Dans un travail que je mène actuellement avec Yang Yang (UGE-ERUDITE) et Julie Lochard (UPEC-

ERUDITE), je poursuis l'étude du lien entre identité, positionnement social et confiance dans les institutions, mais dans le contexte chinois. La littérature a montré que le certificat de résidence rural, le « Hukou » rural est source de stigma en milieu urbain et leurs détenteurs font l'objet de discrimination. Le système Hukou est un cas rare de création d'identité et de stigma social par une politique publique, en l'occurrence celle mise en place par Mao Zedong afin de contrôler les migrations des zones rurales vers les zones urbaines, grâce à la création du Hukou. En 2014, l'Etat chinois a décidé de supprimer ce Hukou dans les villes de taille moyenne. Notre objectif est donc d'établir au travers d'une stratégie de différences de différences si un changement de politique permet d'une part de modifier le sentiment de discrimination et, d'autre part, d'altérer la confiance dans les institutions. Ce projet en est actuellement au stade des premières estimations.

Cette question de la relation entre discrimination et confiance dans les institutions avait déjà été abordée dans l'article publié dans l'European Journal of Development Research (Bros et Borooah, 2013). Nous étudions le lien entre appartenance de caste, capital social et confiance dans les institutions. La littérature avait en effet mis en avant un lien négatif entre l'appartenance à un groupe ethnique discriminé et la confiance dans les institutions, en particulier dans le contexte des États-Unis. Après avoir écarté toute corrélation entre la caste et le capital social, dans sa dimension quantitative, nos résultats montrent que l'appartenance à une caste basse, ainsi que le capital social, sont associés à un plus grand niveau de confiance dans les institutions. Nous expliquons ce résultat par l'intérêt constant que l'état indien a démontré pour l'amélioration de la condition des basses castes. Nous montrons également que cette confiance dans les institutions détermine la propension à voter.

Enfin j'ai récemment rédigé un chapitre, à paraître dans un ouvrage collectif sur la crise du Covid-19, qui met en relation la gestion de la crise et la confiance dans les leaders politiques de 10 pays dans le monde. Les résultats mettent en lumière trois phases dans l'évolution du lien entre les citoyens et leurs dirigeants : un premier phénomène de « rally around the flag », c'est-à-dire une amélioration des cotes de popularité des dirigeants indépendante de l'efficacité de la gestion de la pandémie, mais corrélée à la mise en place, y compris à contretemps, de mesures restrictives. Dans un second temps, l'approbation publique ne semble plus liée à la gestion de la crise tandis qu'au cours d'une troisième phase précédant la seconde vague de contaminations, l'efficacité de l'action publique est remise en cause.

Normes sociales et autonomie des femmes

En lien avec les questions d'identité sociale, je me suis penchée sur la relation entre les normes sociales qui proscrivent le travail des femmes, l'offre de travail de ces dernières et leur autonomie. Tandis que les politiques publiques tendent à prendre pour acquis le lien positif entre travail et autonomie des femmes, une littérature récente a cherché à nuancer ce lien et montré que la corrélation empirique entre ces deux variables est hétérogène. Plusieurs auteurs soulignent également les problèmes de mesure du pouvoir de négociation. Dans un article co-écrit avec Véronique Gille (DIAL-IRD) et François Maniquet (Université Catholique de Louvain, CORE) nous nuancions la relation positive entre travail et autonomie des femmes en distinguant entre pouvoir de négociation et pouvoir de décision et en mettant l'accent sur le stigma ressenti par les hommes de voir leurs femmes travailler. Nous montrons au travers d'un modèle théorique et d'estimations empiriques que l'offre de travail des femmes, décroît l'utilité des maris, qui trouvent une compensation en pouvoir de décision accru. Ainsi, l'offre de travail des femmes peut être négativement corrélée à leur pouvoir de décision au sein des ménages.

Je me penche actuellement en collaboration avec Ashwini Deshpande (Ashoka University) sur le lien entre participation des femmes au marché du travail et préférence pour les garçons. Nous nous fondons sur l'idée que la préférence pour les garçons provient de leur futur rôle de soutien de famille. Or, si les femmes parviennent à démontrer leur capacité à également soutenir financièrement leurs parents âgés, cette préférence pour les garçons devrait s'éroder. Ce travail est à ce stade, très préliminaire.

Autres travaux

Bien que je me sois attachée à maintenir une cohérence dans mes travaux en me concentrant sur les thèmes de l'identité et des normes sociales, j'ai aussi saisi quelques opportunités de recherche. Le ministère de l'éducation en Inde nous a en effet sollicitées, mes co-auteurs, Sahana Roy Chowdhury (IMI-Kolkatta) et Sayoree Goptu (Jadavpur University) et moi pour réaliser une analyse du marché du travail en Inde afin de

contribuer à son rapport annuel sur l'éducation en Inde. Dans ce travail, nous soulignons l'existence d'une inadéquation entre les compétences demandées et celles offertes par le marché du travail ainsi qu'une sous-utilisation de la formation professionnelle. Cette contribution m'a permis d'acquérir de l'expérience dans la rédaction de rapports techniques voués à aider la décision publique.

J'ai également été sollicitée par un doctorant que je co-encadre avec Julie Lochar, Fozan Fared pour l'accompagner dans la rédaction de son premier article de recherche qui a pour objet l'accès à la microfinance au Pakistan. Dans cet article, nous montrons que l'accès, et non uniquement l'utilisation, de la microfinance facilite l'entrepreneuriat, en particulier dans les zones pauvres, et contribue à l'amélioration des conditions de vie.